Niveau(x) d'enseignement: 0 Numéro EDUQ : 8370802
Centre d'intérêt: 300

Analyse des tendances historiques des salaires dans les secteurs public et parapublic québécois de 1971-1972 à 1981-1982 / Conseil du trésor, Bureau de recherche sur la rémunération. -- [Québec] : Le Bureau, [1982?].
41 p. ; 28 cm.

Cote Dewey: / Cote LC: /

Descripteur(s): *Salaire de l'enseignant *Salaire *Convention collective *Négociation collective *Fonction publique

L'étude vise à évaluer dans quelle mesure certains gestes posés au cours des négociations collectives ont créé un écart entre le taux de croissance réel des salaires et le taux général de croissance accordé lors de ces conventions aux employés des secteurs public et parapublic. Le volume porte sur la période qui va de 1971-1972 à 1981-1982 et fait abstraction de tout mouvement dans les échelles (avancements automatiques d'échelon, changements de classe, promotion, etc.). Parmi les gestes pris en considération, il faut noter: la disparition de certaines classes et d'échelons, la restructuration des échelles salariales, l'harmonisation et la parité salariale avec le marché.

La technique utilisée a consisté à entreposer dans une banque de données toutes les échelles salariales ayant prévalu dans les secteurs public et parapublic depuis 1971-1972 et à leur accorder une pondération à effectifs constants; par la suite, il s'agissait de déterminer l'évolution annuelle et annuelle moyenne par secteur et par catégorie d'employés et d'identifier l'impact de chacun des éléments de croissance sur cette évolution. Les données sur les effectifs sont celles de 1977-1978 et elles ont été tirées du système central de renseignements sur la rémunération du Bureau de recherche du Conseil du trésor.

Les faits suivants sont dégagés: pour l'ensemble de la période, le taux de croissance annuel moyen dans les trois secteurs a été de 11,1% comparativement à un taux général d'augmentation de 10,1%; les salaires ont augmenté plus rapidement dans le secteur des affaires sociales (11,6%) que dans les secteurs de la fonction publique (10,8%) et de l'éducation (10,8%); l'écart annuel moyen (1,0% par année) entre le taux de croissance réel et le taux de croissance général est peu élevé parce que les gestes posés durant les périodes de négociation ont touché relativement peu de catégories d'employés en même temps et également pour peu d'années de convention. Cet écart est causé en très grande partie par les réaménagements structurels aux échelles salariales de 1975-1976.

Type de document: r
Notice(s) connexe(s): 8270552
Auteur de l'analyse: ar

E D U Q 8370802

Analyse des tendances historiques des salaires dans les secteurs public et parapublic québécois de 1971/72 à 1981/1982

Gouvernement du Québec
Conseil du trésor
Bureau de recherche sur la rémunération

E D U Q 8370802

ANALYSE DES TENDANCES HISTORIQUES DES SALAIRES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC QUÉBÉCOIS DE 1971-1972 À 1981-1982

ISBN 2-551-05258-0
Dépôt légal - 4ème trimestre 1982
Bibliothèque nationale du Québec

AVANT - PROPOS

Cette étude traite des tendances historiques des salaires dans les secteurs public et parapublic québécois de 1971/72 à 1981/82. Au-delà des taux généraux de croissance, il s'agit de mesurer le taux de croissance réel des salaires et d'évaluer l'importance et le coût de certains gestes posés au cours des négociations antérieures, gestes qui expliquent l'écart entre le taux de croissance réel et le taux général d'augmentation.

Ce rapport a été préparé par monsieur Jean Nadeau, analyste au Bureau de recherche sur la rémunération, sous la direction de monsieur Jacques Chouinard, chef du service de l'analyse et de la recherche.

Luc Bessette
Directeur

Juin 1982

TABLE DES MATIÈRES

Page

AVANT-PROPOS

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....7

INTRODUCTION.....9

CROISSANCE DES SALAIRES.....11

. par secteur.....11

. par catégorie d'employés.....11

. par secteur et par catégorie d'employés.....13

IDENTIFICATION DES ÉLÉMENTS DE CROISSANCE.....14

ACTUALISATION DU COÛT DES ÉLÉMENTS DE CROISSANCE.....18

CONCLUSION.....21

ANNEXE: Tableaux statistiques.....23

LISTE DES TABLEAUX

Page

A) Apparaissant dans le texte:

Tableau A: Catégories d'employés ayant influencé l'évolution des salaires dans les secteurs public et parapublic.....12

Tableau B: Sommaire (par élément) des principaux éléments de croissance ayant le plus marqué l'augmentation des salaires.....15

Tableau C: Sommaire (par catégorie d'employés) des principaux éléments de croissance ayant le plus fortement marqué l'augmentation des salaires.....16

B) Apparaissant en annexe:

Tableau 1: Taux de croissance (%) des échelles salariales avec pondération à effectifs constants dans les secteurs public et parapublic québécois, 1971-72 à 1981-82.....25

Tableau 2: Taux de croissance des échelles salariales avec pondération à effectifs constants par catégorie d'employés pour l'ensemble des trois secteurs de 1971-72 à 1981-82.....26

Tableau 3: Taux de croissance (%) des échelles salariales avec pondération à effectifs constants par secteur et par catégorie d'employés de 1971-72 à 1981-82.....27

Tableau 4: Désagrégation des augmentations salariales dans les secteurs public et parapublic de 1972-73 à 1981-82 selon les différents éléments de croissance

4.1 Professionnels.....28
4.2 Enseignants.....29
4.3 Infirmiers et infirmières.....30

LISTE DES TABLEAUX (suite)

Page

4.4 Techniciens.....31
4.5 Personnel de bureau.....32
4.6 Auxiliaires infirmiers et infirmières.....34
4.7 Assistants techniciens.....35
4.8 Techniciens (médicaux + autres).....36
4.9 Ouvriers.....37

Tableau 5: Actualisation du coût des correctifs salariaux apportés aux échelles salariales des employés des secteurs public et parapublic de 1972-73 à 1981-82 par catégorie d'employés.....39

Tableau 6: Actualisation du coût des correctifs salariaux apportés aux échelles salariales des employés des secteurs public et parapublic de 1972-73 à 1981-82 par secteur et catégorie d'employés.....40

Tableau 7: Actualisation du coût des correctifs salariaux selon l'identification de ceux-ci par catégorie d'employés et par secteur.....41

INTRODUCTION

Cette étude vise à évaluer dans quelle mesure certains gestes posés au cours des négociations antérieures ont créé un écart entre le taux de croissance réel des salaires et le taux général de croissance accordé par les conventions collectives aux employés des secteurs public et parapublic du Québec au cours de la période de 1971/72 à 1981/82*, abstraction faite de tout mouvement dans les échelles (avancements automatiques d'échelons, changements de grade ou de classe, promotion...). Il s'agit donc d'exposer la situation telle qu'elle s'est présentée au cours des dix dernières années sans porter un jugement sur le bien-fondé et sur les raisons qui ont conduit à poser ces gestes. Parmi ces gestes, notons:

- la disparition de certaines classes ou grades;
- la disparition d'échelons;
- la restructuration des échelles salariales;
- l'harmonisation;
- la parité salariale avec le marché;
- etc.

La technique utilisée a consisté à entreposer dans une banque de données toutes les échelles salariales ayant prévalu dans les secteurs public et parapublic depuis 1971/72 au Québec et à leur accorder une pondération à effectifs constants pour ensuite en déterminer l'évolution annuelle et annuelle moyenne par secteur et par catégorie d'employés et également identifier et évaluer l'impact de chacun des éléments de croissance sur cette évolution. L'utilisation d'une pondération fixe à effectifs constants a pour but d'éviter que le rythme de croisière des salaires soit influencé par une modification de la distribution des effectifs par échelon, par classe et/ou par corps d'emploi. Les données sur les effectifs sont les données de 1977/78 et ont été tirées du système central de renseignements sur la rémunération du Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor du Québec.

Ainsi, après avoir établi le taux général d'augmentation, c'est-à-dire le taux de croissance accordé par la convention collective comme augmentation générale pour la période, on évalue de combien le taux réel de croissance moyen des échelles de salaires s'écarte du premier. L'écart entre ces deux taux s'explique par les différents gestes précédemment énoncés.

* Selon les périodes des conventions collectives (du 1er juillet au 30 juin).

Il est à noter que les échelles salariales des années 1972/73 à 1974/75 incluent les montants forfaitaires accordés par la convention collective puisque ces derniers ont effectivement été intégrés au début de la convention collective suivante.

La politique salariale de 1975/76 permettait une restauration des échelles salariales de 15,0% dans le but de respecter l'évolution combinée des prix et de la productivité au cours de la période de 1972/73 à 1974/75 et accordait une augmentation salariale générale de 10% pour la période du 1er juillet 1975 au 30 juin 1976, soit 15,0% X 10% = 26,5% sur échelle. Visuellement, le lecteur retrouvera 8% comme augmentation générale sur échelle en 1975/76, dû au fait qu'on y tient compte du forfaitaire complet versé (17,13%) en 1974/75. Ainsi l'augmentation sur échelle en 1975/76 répond à l'équation suivante:

$$15,0\% \times 10\% = 26,5\% = 17,13\% \times 8\%$$

Toutefois, il a été garanti en 1975/76 à chacun des employés, soit en forfaitaire ou sur échelle, une augmentation égale à 28,84%, correspondant au montant forfaitaire (17,13%) reçu l'année précédente et au taux de croissance salariale uniforme (10,0%) permis par la loi anti-inflation:

$$28,84\% = 17,13\% \times 10\%$$

De là découlent certains gestes ou correctifs salariaux apportés aux échelles salariales.

Ce document présente et analyse:

A) le taux de croissance des salaires par année:

- par secteur pour l'ensemble des catégories d'employés (tableau 1);
- par catégorie d'employés pour l'ensemble des trois secteurs (tableau 2);
- par secteur et par catégorie d'employés (tableau 3);

B) une désagrégation des augmentations salariales selon les différents éléments de croissance (tableau 4);

C) une actualisation du coût de ces différents éléments de croissance en fonction de la masse salariale de 1981/82 (tableaux 5, 6 et 7).

FAITS SAILLANTS

L'analyse des tableaux en annexe fait ressortir les points suivants:

A) CROISSANCE DES SALAIRES

1. Par secteur: (Tableau 1)

Pour l'ensemble de la période de 1971/72 à 1981/82, les salaires ont augmenté plus rapidement dans le secteur des affaires sociales (11,6%) que dans les secteurs de la fonction publique (10,8%) et de l'éducation (10,8%).

De fait, c'est dans le secteur des affaires sociales qu'on enregistre le plus souvent des augmentations salariales annuelles supérieures à celles constatées dans les deux autres secteurs: à six (6) occasions dans le secteur des affaires sociales comparativement à une dans le secteur de la fonction publique et à aucune dans le secteur de l'éducation.

On note également que le taux de croissance réel des salaires a surpassé le taux général d'augmentation pour cinq périodes:

		Taux de croissance réel %	taux général d'augmentation %
1972/73:	Affaires sociales	7,7	7,1
1974/75:	Fonction publique	15,9	15,0
	Affaires sociales	16,3	15,0
1975/76:	Fonction publique	12,8	8,0
	Éducation	15,3	8,0
	Affaires sociales	18,1	8,0
1978/79:	Fonction publique	12,4	11,0
	Éducation	12,0	11,0
1981/82:	Affaires sociales	14,8	14,0

2. Par catégorie d'employés: (tableau 2)

La croissance annuelle moyenne des salaires dans les secteurs public et parapublic a surtout été marquée par les taux de croissance enregistrés par les catégories d'employés suivantes, particulièrement lors des périodes mentionnées:

Tableau A

Catégories d'employés ayant influencé l'évolution des salaires à la hausse dans les secteurs public et parapublic

Catégorie d'employés	Période	Taux de croissance réel %	Taux général d'augmentation %
1- Professionnels	1975/76	10,5	8,0
2- Enseignants	1975/76	15,2	8,0
	1978/79	12,2	11,0
3- Infirmières	1975/76	23,8	8,0
4- Personnel de bureau	1974/75	17,4	15,0
	1975/76	15,1	8,0
	1978/79	12,7	11,0
	1979/80	10,0	8,8
	1980/81	10,1	9,1
5- Techniciens	1975/76	12,4	8,0
6- Para-médical, i.e. auxiliaires infirmiers (ières) et assistants techniciens	1972/73	7,7	7,1
	1974/75	15,5	15,0
	1975/76	16,4	8,0
	1979/80	9,9	8,8
	1980/81	10,3	9,1
7- Techniciens (médicaux et autres)	1975/76	16,4	8,0
	1978/79	12,6	11,0
	1979/80	9,4	8,8
	1980/81	9,5	9,1
8- Ouvriers	1972/73	8,6	7,1
	1974/75	18,0	15,0
	1975/76	18,7	8,0
	1979/80	10,0	8,8
	1980/81	10,1	9,1
	1981/82	16,1	14,0

Catégories d'employés ayant influencé l'évolution des salaires à la baisse dans les secteurs public et parapublic

1- Professionnels	1979/80	7,2	8,8
	1980/81	7,9	9,1
2- Enseignants	1979/80	7,8	8,8
	1980/81	8,4	9,1

L'établissement d'un "salaire minimum" et la parité avec le marché pour certaines des catégories énumérées sont les causes directes de telles augmentations salariales. Nous commenterons lors de l'analyse des tableaux 4 les différents autres éléments de croissance des salaires.

Certaines catégories d'employés ("professionnels", "enseignants" et "techniciens-F.P. et ED.") ont connu une croissance annuelle moyenne moins forte (10,1%, 10,8% et 10,6% respectivement) que la croissance annuelle moyenne (11,1%) pour l'ensemble des catégories pour l'ensemble de la période de 1971/72 à 1981/82.

3. Par secteur et par catégorie d'employés: (Tableau 3)

Si on analyse l'évolution des salaires par secteur, on constate que certaines catégories d'employés ont davantage influencé l'évolution moyenne des salaires dans chacun des secteurs:

		Taux de croissance réel		
Période	Taux général d'augmentation	Fonction publique	Education	Affaires sociales
1972/73	7,1%		.Ouvriers qualifiés (8,1%) .Ouvriers d'entretien (7,7%)	.Auxiliaires infirmiers (7,6%) .Assistants techniciens (7,7%) .Ouvriers (9,3%)
1974/75	15,0%	.Personnel de bureau (17,5%) .Ouvriers (15,5%)	.Personnel technique (15,3%) .Personnel administratif (17,3%)	.Auxiliaires infirmiers (15,4%) .Assistants techniciens (15,6%) .Personnel de bureau (17,3%) .Ouvriers (19,5%)
1975/76	8,0%	.Toutes les catégories (de 10,7% à 19,1%)	.Toutes les catégories (de 11,6% à 19,3%)	.Toutes les catégories (de 12,8% à 23,8%)
1978/79	11,0%	.Techniciens (11,2%) .Personnel de bureau (14,8%)	.Enseignants (12,2%)	.Techniciens médicaux (12,6%)
1981/82	14,0%			.Ouvriers (17,7%)

L'écart global entre le taux général d'augmentation (10,1%) et le taux réel de croissance des salaires (11,1%) est peu élevé sur une longue période parce que les gestes posés durant les différentes périodes de négociation ont touché relativement peu de catégories d'employés en même temps et également pour peu d'années de conventions.

B) IDENTIFICATION DES ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

Les tableaux 4 présentent, par catégorie d'employés et par secteur, les différents éléments de croissance ayant affecté l'évolution des salaires dans les secteurs public et parapublic. Parmi ces éléments, il y a les compressions des échelles de salaires, la restructuration de celles-ci suite à l'élimination de certains échelons, le réaménagement des échelles, l'harmonisation et le rattrapage.

Le poids de chacun de ces éléments varie beaucoup d'une catégorie d'employés à l'autre et d'une période à l'autre dépendamment du nombre d'échelons ou de corps touchés par les gestes posés. Les plus marquants en terme de pourcentage de bonification salariale sont:

- la parité salariale avec l'Ontario accordée à la catégorie "infirmiers(ières) en 1975/76 (10,7%);

- le réaménagement structurel des échelles salariales en 1975/76 pour les catégories "personnel administratif-Education" (7,6%), "bureau-Affaires sociales"(5,8%), "auxiliaires infirmiers (ières)-Affaires sociales" (5,9%), "techniciens médicaux-Affaires sociales" (7,8%) et "enseignants-Education" (4,7%);

- l'harmonisation en 1975/76 pour la catégorie "ouvriers" (8,1%).

Les tableaux B et C qu'on retrouve aux pages suivantes fournissent un sommaire, par élément (tableau B) et par catégorie d'employés (tableau C), des principaux éléments de croissance ayant marqué l'augmentation des salaires.

Tableau B

Sommaire (par élément) des principaux éléments de croissance ayant le plus marqué l'augmentation des salaires

Éléments de croissance	Catégorie d'employés	Secteur	Période	% de bonification*
Compression et restructuration des échelles	.Professionnels	3 secteurs	1975/76	1,9%
	.Infirmiers(ères)	A.S.	1975/76	3,9%
	.Techniciens	F.P.	1975/76	3,0%
		ED.	1975/76	1,9%
	.Pers. de bureau	F.P.	1975/76	3,6%
		ED.	1975/76	7,6%
		A.S.	1975/76	5,8%
	.Auxiliaires infirmiers (ières)	A.S.	1975/76	5,9%
	.Technicien médical	A.S.	1975/76	7,8%
Restructuration et réaménagement des échelles	.Enseignants	ED.	1975/76	4,7%
Parité salariale Québec-Ontario	.Infirmiers(ières)	A.S.	1975/76	10,7%
Harmonisation	.Professionnels	ED.	1975/76	1,4%
	.Techniciens	F.P.	1975/76	1,2%
		ED.	1975/76	2,1%
	.Personnel de bureau	F.P.	1975/76	1,5%
		ED.	1975/76	1,4%
	.Auxiliaires infirmiers (ières)	A.S.	1975/76	2,7%
	.Ass. techniciens	A.S.	1975/76	4,0%
	.Ouvriers	3 secteurs	1975/76	8,1%
	.Personnel de bureau	F.P.	1978/79	2,8%
	.Ouvriers	F.P.	1975/76	5,7%
		ED.	1975/76	8,2%
		A.S.	1975/76	9,2%
		A.S.	1981/82	3,2%

F.P.: secteur de la fonction publique, ED: secteur de l'éducation
A.S.: secteur des affaires sociales

* en pourcentage de la masse des salaires de la catégorie d'employés ciblée pour l'année retenue.

Tableau C

Sommaire (par catégorie) des principaux éléments de croissance ayant le plus fortement marqué l'augmentation des salaires

Catégorie d'employés	Secteur	Période	Éléments de croissance	% de bonification**
Professionnels	.3 secteurs	1975/76	Compression des échelles*	1,9%
		1979/80	Compression salariale	- 1,6%
		1980/81	Compression salariale	- 1,2%
	.Fonction publique	1975/76	Compression des échelles*	2,4%
	.Education	1975/76	Harmonisation	1,4%
		1975/76	Compression des échelles*	1,9%
Enseignants	.Education	1975/76	Restructuration et réaménagement des échelles	4,7%
		1975/76	Intégration supplémentaire	1,9%
		1978/79	14 ans (commissions scolaires)	1,1%
		1979/80	Compression salariale	- 1,0%
		1980/81	Compression salariale	- 0,7%
Infirmiers (ières)	.Affaires sociales	1975/76	Compression des échelles*	3,2%
		1975/76	Parité salariale canadienne	10,7%
Techniciens	.Fonction publique	1975/76	Compression des échelles*	2,4%
		1975/76	Harmonisation	1,2%
	.Education	1975/76	Compression des échelles*	1,5%
		1975/76	Harmonisation	2,1%
Personnel de bureau	.3 secteurs	1975/76	Compression des échelles*	5,3%
		1979/80	Courbe exponentielle	1,2%
		1980/81	Courbe exponentielle	1,0%
	.Fonction publique	1975/76	Compression des échelles*	3,6%
		1975/76	Harmonisation	1,5%
		1978/79	Hamonisation	2,8%
	.Education	1975/76	Compression des échelles*	7,6%
		1975/76	Harmonisation	1,4%
		1979/80	Courbe exponentielle	1,3%
		1980/81	Courbe exponentielle	0,9%

* Tient compte également de la restructuration des échelles salariales qui accompagne inévitablement une compression des échelles salariales.

** En pourcentage de la masse des salaires de la catégorie d'employés nommée pour l'année retenue.

Tableau C (suite)

Sommaire (par catégorie) des principaux éléments de croissance ayant le plus fortement marqué l'augmentation des salaires (suite)

Catégorie d'employés	Secteur	Période	Éléments de croissance	% de bonification**
	.Affaires sociales	1974/75	Compression des échelles*	2,3%
		1975/76	Compression des échelles*	5,8%
		1979/80	Courbe exponentielle	1,5%
		1980/81	Courbe exponentielle	1,2%
Auxiliaires infirmiers (ières)	.Affaires sociales	1975/76	Compression des échelles*	5,9%
		1975/76	Harmonisation	2,7%
		1979/80	Courbe exponentielle	1,0%
		1980/81	Courbe exponentielle	1,1%
Assistants techniciens	.Affaires sociales	1975/76	Harmonisation	4,0%
		1979/80	Courbe exponentielle	1,5%
		1980/81	Courbe exponentielle	1,4%
Techniciens médicaux	.Affaires sociales	1975/76	Compression des échelles*	7,8%
Ouvriers	.3 secteurs	1974/75	Compression des échelles*	3,0%
		1975/76	Harmonisation	8,1%
		1979/80	Courbe exponentielle	1,2%
		1980/81	Courbe exponentielle	1,0%
	.Affaires sociales	1972/73	Compression des échelles*	2,2%
		1974/75	Compression des échelles*	4,5%
		1975/76	Harmonisation	9,2%
		1979/80	Courbe exponentielle	1,1%
		1980/81	Courbe exponentielle	1,5%
		1981/82	Harmonisation	3,2%
	.Fonction publique	1975/76	Rangement avec journalier	2,5%
		1975/76	Harmonisation	5,7%
		1975/76	Parité avec le marché	2,0%
		1979/80	Courbe exponentielle	1,7%
	.Education	1975/76	Harmonisation	8,2%

* Tient compte également de la restructuration des échelles salariales qui accompagne inévitablement une compression des échelles salariales.

** En pourcentage de la masse des salaires de la catégorie d'employés nommée par l'année retenue.

C) ACTUALISATION DU COÛT DES ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

Si on actualise le coût de chacun des éléments de croissance notés au cours des trois dernières conventions collectives, on obtient les résultats présentés aux tableaux 5, 6 et 7. Les calculs sont faits à effectifs constants et ne tiennent pas compte des avantages sociaux et de l'impact d'une variation de la masse salariale sur les avantages sociaux, des changements aux règles de promotion dans les échelles et de gestion des effectifs, du coût du système, etc...

Ainsi on constate que:

- en incluant l'impact de la stabilisation de 1979/80 et 1980/81, on obtient un coût net de 1,126 milliard $, soit 17,1% de la masse salariale 1981/82 pour le personnel syndiqué ou syndicable;

- c'est le secteur des affaires sociales qui s'est accaparé la majeure partie des bonifications: soit 596 millions $ (24,4% de la masse salariale du secteur) comparativement à 370 millions $ (12,9%) pour le secteur de l'éducation et 158 millions $ (12,7%) pour le secteur de la fonction publique;

- l'évolution "exponentielle" des salaires en 1979/80 et 1980/81 a permis aux employeurs de récupérer dans certains cas une partie du coût des bonifications accordées au cours des années antérieures: voir "professionnels"(26 des 52 millions $ de bonification), "enseignants" (46 des 316 millions $ de bonification);

- au total, la stabilisation représente pour les employeurs un gain net actualisé de 6,6 millions $, soit 0,1% de la masse salariale de 1981/82;

- en 1981/82, le coût net des différents correctifs salariaux apportés depuis 1971/72 aux échelles salariales des employés syndiqués ou syndicables s'établit comme suit selon leur nature:

- réaménagement structurel des échelles	692 millions $	(57,9%)
- harmonisation	222 millions $	(19,7%)
- parité salariale avec le marché	127 millions $	(11,3%)
- stabilisation	-7 millions $	(-0,6%)
- autres correctifs	131 millions $	(11,7%)
	1,126 milliard $	(100,0%)

- les catégories d'employés suivantes sont celles dont le coût net retient le plus l'attention: "enseignants" (271 millions $),"ouvriers" (269 millions $), "bureau" (202 millions $) et les "infirmiers(ières)" (163 millions $);

. Toutefois la situation est différente si on considère le coût net en fonction de la masse salariale propre de chaque catégorie: "ouvriers" (34%), "infirmiers(ières)" (28%), "bureau" (23%), "para-médical" (20%), "techniciens médicaux" (19%) et "enseignants" (12,1%);

. Le tableau 6 reflète ce que l'analyse des tableaux 1 à 3 a fait ressortir à savoir, en particulier, que ce sont surtout les catégories d'employés du secteur des affaires sociales qui ont vu leur salaire augmenter le plus rapidement par suite des correctifs salariaux apportés à leurs échelles salariales;

. Dans le secteur de la fonction publique et celui de l'éducation, on note la performance des catégories d'employés "bureau" et "ouvriers".

. Bien que la catégorie "enseignants" dans le secteur de l'éducation ait connu un taux de croissance salariale faible (10,8%) comparativement à la majorité des catégories (11,1%), c'est la catégorie qui a reçu la portion la plus importante des bonifications accordées à un secteur, soit 271 millions $ des 370 millions $ (73,2%).

CONCLUSION

En conclusion, l'analyse des différents gestes posés au cours des trois dernières conventions collectives soit de 1971/72 à 1981/82, a fait ressortir que certains de ces gestes ont eu un impact très marqué sur le niveau actuel de la masse salariale versée en 1981/82 aux employés des secteurs public et parapublic québécois. La situation est différente selon le secteur, la catégorie d'employés, l'année de convention et également selon le nombre d'effectifs.

On retient principalement de l'analyse les faits suivants:

- pour l'ensemble de la période de 1971/72 à 1981/82, le taux de croissance annuel moyen pour l'ensemble des employés dans les trois secteurs a été de 11,1% comparativement à un taux général d'augmentation de 10,1%;

- les salaires ont augmenté plus rapidement dans le secteur des affaires sociales (11,6%) que dans les secteurs de la fonction publique (10,8%) et de l'éducation (10,8%);

- l'écart annuel moyen (1,0% par année) entre le taux de croissance réel et le taux de croissance général est peu élevé parce que les gestes posés durant les différentes périodes de négociation ont touché relativement peu de catégories d'employés en même temps et également pour peu d'années de convention. Cet écart est causé en très grande partie par les réaménagements structurels aux échelles salariales de 1975/76. Trois autres années de conventions montrent un écart entre les taux de croissance réel et le taux général d'augmentation: 1974/75 (15,6% comparativement à 15,0%), 1978/79 (11,8% et 11,0%) et 1981/82 (14,3% et 14,0%);

- la catégorie ayant le salaire moyen le plus élevé ("professionnels") est celle qui a connu l'augmentation salariale la plus faible au cours de la période de 1971/72 à 1981/82. Ceci est dû en particulier au fait que cette catégorie d'employés a le moins subi de réaménagements structurels de leurs échelles salariales. La croissance salariale y a également été fortement ralentie lors de la période de stabilisation de 1979/80 et 1980/81;

- les catégories d'employés ayant eu les taux de croissance annuel moyen les plus élevés (ouvriers - 12,1%, infirmiers/ières - 11,6%, personnel de bureau - 11,4% et auxiliaires-infirmiers/ières - 11,4%) sont, à l'exception des infirmiers/ières, les catégories ayant surtout été affectées par la torsion des taux de base et l'effet indirect de ce geste qui a amené une restructuration des échelles salariales ainsi qu'une harmonisation dans certains cas. Dans le cas des infirmiers/ières, il s'agit de la forte augmentation salariale de 1975/76 (23,8%) qui leur a été consentie afin d'établir une parité salariale avec l'Ontario;

- l'actualisation du coût de l'ensemble des correctifs salariaux apportés aux échelles salariales depuis 1971/72 montre un coût total net sur la masse salariale de 1981/82 de 1,126 milliard $, dont les réaménagements structurels des échelles (652 millions $) et l'harmonisation (222 millions $) constituent la majeure partie avec 77,7% du coût total.

- Les catégories "enseignants" et "ouvriers" sont les catégories dont le coût net des correctifs salariaux est le plus élevé: 271 millions $ et 267 millions $ respectivement.

ANNEXE: TABLEAUX STATISTIQUES

TABLEAU 1

TAUX DE CROISSANCE (%) DES ÉCHELLES SALARIALES AVEC PONDÉRATION À EFFECTIFS CONSTANTS DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC QUÉBÉCOIS

1971-72 à 1981-82

Années de convention	Taux général d'augmentation	Croissance des salaires			
		Fonction publique	Éducation	Affaires sociales	3 secteurs
1972-73(1)	7,1	7,1	7,1	7,7	7,3
1973-74(1)	12,6	12,6	12,6	12,6	12,6
1974-75(1)	15,0	15,9	15,1	16,3	15,6
1975-76	8,0	12,8	15,3	18,1	15,7
1976-77	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0
1977-78	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0
1978-79	11,0	12,4	12,0	11,1	11,8
1979-80	8,8(2)	8,9	8,1	9,9	8,8
1980-81	9,1(2)	9,0	8,6	9,9	9,1
1981-82	14,0	14,0	14,0	14,8	14,3
- Ensemble de la période	10,1	10,8	10,8	11,6	11,1

1- Les montants forfaitaires versés ces années-là sont inclus, étant donné qu'ils ont été intégrés aux échelles salariales au début de la convention suivante.

2- Le taux général d'augmentation correspond au taux moyen d'augmentation pour les trois secteurs étant donné qu'il s'agit de la période pendant laquelle les augmentations salariales ont été soumises à une variation exponentielle.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec.
Mai 1982

TABLEAU 2

TAUX DE CROISSANCE DES ÉCHELLES SALARIALES AVEC PONDÉRATION À EFFECTIFS CONSTANTS PAR CATÉGORIE D'EMPLOYÉS POUR L'ENSEMBLE DES TROIS SECTEURS DE 1971-72 À 1981-82

Catégories	72/73	73/74	74/75	75/76	76/77	77/78	78/79	79/80	80/81	81/82	Ensemble de la période	Indice de croissance
Professionnels	7,1	12,6	15,0	10,5	8,0	8,0	11,0	7,2	7,9	14,0	10,1	261,58
Enseignants	7,1	12,6	15,0	15,2	8,0	8,0	12,2	7,8	8,4	14,0	10,8	278,46
Infirmiers(ères)	7,1	12,6	15,0	23,8	8,0	8,0	11,0	8,8	9,1	14,0	11,6	300,45
Bureau(1)	7,1	12,6	17,4	15,1	8,0	8,0	12,7	10,0	10,1	14,0	11,4	295,56
Techniciens (FP,ED)(2)	7,1	12,6	15,0	12,4	8,0	8,0	11,1	8,9	9,1	14,0	10,6	273,79
Para-médical (AS)	7,7	12,6	15,5	16,4	8,0	8,0	11,0	9,9	10,3	14,0	11,3	291,84
- auxiliaires infirmiers (ières)	7,6	12,6	15,4	17,2	8,0	8,0	11,0	9,8	10,2	14,0	11,4	293,41
- assistants techniciens	7,7	12,6	15,6	12,8	8,0	8,0	11,0	10,3	10,5	14,0	11,1	285,17
Techniciens [médicaux et autres] (AS)	7,1	12,6	15,0	16,4	8,0	8,0	12,6	9,4	9,5	14,0	11,2	289,05
Ouvriers	8,6	12,6	18,0	18,7	8,0	8,0	11,0	10,0	10,1	16,1	12,1	312,16
ENSEMBLE DES CATÉGORIES	**7,3**	**12,6**	**15,6**	**15,7**	**8,0**	**8,0**	**11,8**	**8,8**	**9,1**	**14,3**	**11,1**	**285,59**
TAUX GÉNÉRAL D'AUGMENTATION	**7,1**	**12,6**	**15,0**	**8,0**	**8,0**	**8,0**	**11,0**	**8,8**	**9,1**	**14,0**	**10,1**	**262,24**

FP: Fonction publique; ED: Éducation; AS: Affaires sociales.

1- Dans les secteurs de la fonction publique et affaires sociales, il s'agit du "personnel de bureau" et à l'éducation, du "personnel administratif".

2- Dans le secteur de la fonction publique, il s'agit du groupe "technicien" et à l'éducation du "personnel technique".

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec.
Mai 1982

TABLEAU 3

TAUX DE CROISSANCE (%) DES ÉCHELLES SALARIALES AVEC PONDÉRATION À EFFECTIFS CONSTANTS PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOYÉS DE 1971/72 À 1981/82

Secteur/catégories	72/73	73/74	74/75	75/76	76/77	77/78	78/79	79/80	80/81	81/82	Ensemble de la période	Indice de croissance
FONCTION PUBLIQUE	**7,1**	**12,6**	**15,9**	**12,8**	**8,0**	**8,0**	**12,4**	**8,9**	**9,0**	**14,0**	**10,5**	**279,58**
Professionnels	7,1	12,6	15,0	10,7	8,0	8,0	11,0	7,0	7,8	14,0	10,1	261,50
Techniciens	7,1	12,6	15,0	12,4	8,0	8,0	11,2	8,8	9,0	14,0	10,6	273,07
Bureau	7,1	12,6	17,5	13,5	8,0	8,0	14,8	9,7	10,0	14,0	11,5	296,54
Ouvriers	7,1	12,6	15,5	19,1	8,0	8,0	11,0	10,5	9,3	14,0	11,5	296,46
ÉDUCATION	**7,1**	**12,6**	**15,1**	**15,3**	**8,0**	**8,0**	**12,0**	**8,1**	**8,6**	**14,0**	**10,8**	**279,93**
Professionnels	7,1	12,6	15,0	11,6	8,0	8,0	11,0	7,1	7,8	14,0	10,2	263,50
Enseignants	7,1	12,6	15,0	15,2	8,0	8,0	12,2	7,8	8,4	14,0	10,8	278,46
Personnel technique	7,1	12,6	15,3	12,4	8,0	8,0	11,0	9,3	9,5	14,0	10,7	275,86
Personnel administratif	7,1	12,6	17,3	17,8	8,0	8,0	11,0	10,1	10,0	14,0	11,5	297,69
Ouvriers qualifiés	8,1	12,6	15,0	16,0	8,0	8,0	11,0	9,0	9,8	14,0	11,1	286,83
Ouvriers d'entretien	7,7	12,6	16,2	19,3	8,0	8,0	11,0	9,7	9,7	14,0	11,6	298,60
AFFAIRES SOCIALES	**7,7**	**12,6**	**16,3**	**18,1**	**8,0**	**8,0**	**11,1**	**9,9**	**9,9**	**14,8**	**11,6**	**299,39**
Professionnels	7,1	12,6	15,0	8,5(1)	8,0	8,0	11,0	7,7	8,3	14,0	10,0	259,02
Techniciens (médicaux et autres)	7,1	12,6	15,0	16,4	8,0	8,0	12,6	9,4	9,5	14,0	11,2	289,05
Infirmiers(ères)	7,1	12,6	15,0	23,8	8,0	8,0	11,0	8,8	9,1	14,0	11,6	300,45
Auxiliaires infirmiers(ières)	7,6	12,6	15,4	17,2	8,0	8,0	11,0	9,8	10,2	14,0	11,4	293,41
Assistants techniciens	7,7	12,6	15,6	12,8	8,0	8,0	11,0	10,3	10,5	14,0	11,1	285,17
Bureau	7,1	12,6	17,3	15,3	8,0	8,0	11,0	10,3	10,3	14,0	11,3	292,50
Ouvriers	9,3	12,6	19,5	18,7	8,0	8,0	11,0	9,9	10,6	17,7	12,4	322,44
LES 3 SECTEURS	**7,3**	**12,6**	**15,6**	**15,7**	**8,0**	**8,0**	**11,8**	**8,8**	**9,1**	**14,3**	**11,1**	**285,59**
TAUX GÉNÉRAL D'AUGMENTATION	**7,1**	**12,6**	**15,0**	**8,0**	**8,0**	**8,0**	**11,0**	**8,8**	**9,1**	**14,3**	**10,1**	**262,28**

1- On note la création d'un nouveau corps d'emploi (1553: agent de relations humaines) qui résulte de l'amalgation des corps 1541, 1542, 1544, 1545 et 1548 (consultants matrimoniaux, criminologue et sociologue). Assurés de recevoir le taux général d'augmentation de 28,84%, ces employés ont reçu une forte proportion de leur augmentation en forfaitaire (voir tableau 4). En excluant ce nouveau corps d'emploi (soit 43,0% des effectifs), le taux de croissance passerait de 8,5% à 11,2%.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec
Mai 1982

TABLEAU 4.1

DÉSAGRÉGATION DES AUGMENTATIONS SALARIALES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972/73 À 1981/82 SELON LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

CATÉGORIE D'EMPLOYÉS: Professionnels

Années de conventions	Éléments de croissance	Fonction publique		Éducation		Affaires sociales		Les 3 secteurs		Taux général d'augmentation
		Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	
		%	%	%	%	%	%	%	%	%
1972-73		7,1	-	7,1	-	7,1	-	7,1	-	7,1
1973-74		12,6	-	12,6	-	12,6	-	12,6	-	12,6
1974-75		15,0	-	15,0	-	15,0	-	15,0	-	15,0
1975-76		10,7	+2,5	11,6	+3,9	[illegible]	+0,4	10,5	+2,9	8,0
	. Compression des échelles		0,7		1,5		0,1		0,7	
	. Restructuration		1,7		0,6		0,2		1,2	
	. Harmonisation		0,1		1,4		0,1		0,4	
	. Facteur multiplicateur . (Forfaitaire) (1)	(0,6)	0,2	(0,5)	0,9	(2,2)	0,1	(0,8)	0,9	
1976-77		8,0	-	8,0	-	8,0	-	8,0	-	8,0
1977-78		8,0	-	8,0	-	8,0	-	8,0	-	8,0
1978-79		11,0	-	11,0	-	11,0	-	11,0	-	11,0
1979-80 (2)		7,0	-1,0	7,1	-1,7	7,7	-1,1	7,2	-1,0	8,9
1980-81 (2)		7,8	-1,3	7,8	-1,3	8,3	-0,8	7,9	-1,2	9,1
1981-82		14,0	-	14,0	-	14,0	-	14,0	-	14,0

1- En proportion de la masse salariale 1975-76.
2- Période pendant laquelle les salaires suivent une croissance exponentielle dépendamment des niveaux de salaire considérés.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec, mai 1982

TABLEAU 4.2

DÉSAGRÉGATION DES AUGMENTATIONS SALARIALES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972/73 À 1981/82 SELON LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

CATÉGORIE D'EMPLOYÉS: Enseignants

Années de conventions	Éléments de croissance	Fonction publique		Éducation		Affaires sociales		Les 3 secteurs		Taux général d'augmentation
		Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	
		%	%	%	%	%	%	%	%	%
1972-73				7,1	-					7,1
1973-74				12,6	-					12,6
1974-75				15,0	-					15,0
1975-76				15,2	+6,7					8,0
	. cl. 7 à 12 + 13 ans: moins de 14 ans (C.S.)				1,7					
	. cl. 12 et moins + 13 ans et 14 ans: 14 ans + restructuration (Cegep) touchant 15 ans et moins				0,7					
	. Restructuration 16 ans à 20 ans (Cegep)				0,2					
	. Restructuration et réaménagement (C.S. et Cegep)				2,7					
	. Intégration supplémentaire				1,9					
	. Facteur multiplicateur				0,5					
1976-77				8,0	n.s.					8,0
	. cl. 14 ans: cl. 15 ans (Cegep)				n.s.					
1977-78				8,0	-					8,0
1978-79				12,2	+1,2					11,0
	. Moins de 14 + 14 ans: 14 ans et moins (C.S.)				1,1					
	. cl. 15 ans: cl. 16 ans (Cegep)				0,7					
1979-80[1]				7,8	-1,0					9,8
1980-81[1]				8,4	-0,7					9,1
1981-82				14,0	-					14,0

1- Période pendant laquelle les salaires suivent une croissance exponentielle dépendamment des niveaux de salaire considérés.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec, mai 1982.

TABLEAU 4.3

DÉSAGRÉGATION DES AUGMENTATIONS SALARIALES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972/73 À 1981/82 SELON LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

CATÉGORIE D'EMPLOYÉS: Infirmiers et infirmières

Années de conventions	Éléments de croissance	Fonction publique		Éducation		Affaires sociales		Les 3 secteurs		Taux général d'augmentation
		Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	
		%	%	%	%	%	%	%	%	%
						7,1	-			7,1
1972-73						12,6	-			12,6
1973-74						15,0	-			15,0
1974-75						23,8	+14,6			8,0
1975-76										
	. Compression des échelles						3,2			
	. Parité salariale ontarienne						10,7			
	. Restructuration						0,7			
	. Facteur multiplicateur						1,2			
										8,0
1976-77						8,0	-			8,0
1977-78						8,0	-			11,0
1978-79						11,0	-			8,8
1979-80(1)						8,8	-			9,1
1980-81(1)						9,1	-			14,0
1981-82						14,0	-			

1- Période pendant laquelle les salaires suivent une croissance exponentielle dépendamment des niveaux de salaire considérés.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec, mai 1982

TABLEAU 4.4

DÉSAGRÉGATION DES AUGMENTATIONS SALARIALES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972/73 À 1981/82 SELON LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

CATÉGORIE D'EMPLOYÉS: Techniciens

Années de conventions	Éléments de croissance	Fonction publique		Éducation		Affaires sociales		Les 3 secteurs		Taux général d'augmentation
		Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	
		%	%	%	%	%	%	%	%	%
1972-73		7,1	-	7,1	-					7,1
1973-74		12,6	-	12,6	-					12,6
1974-75		15,0	-	15,3	+0,3					15,0
1975-76		12,4	+4,2	12,4	+4,0					6,0
	. Compression des échelles		2,4		1,5					
	. Réévaluation		0,6		0,6					
	. Harmonisation		1,2		2,1					
	. Facteur multiplicateur (Forfaitaire)[1]	(0,1)	0,3	(0,1)	0,3					
1976-77		8,0	-	8,0	-					8,0
1977-78		8,0	-	8,0	-					8,0
1978-79		11,2	+0,2	11,0	-					11,0
	. Compression des échelles		N.S.							
	. Harmonisation		0,2							
1979-80[2]		8,0	-	9,1	+0,1					8,0
1980-81[2]		9,0	-0,1	9,1	+0,4					9,1
1981-82		10,0	-	10,0	-					10,0

N.S.: valeur non significative

1- En proportion de la masse salariale 1975-76.

2- Période pendant laquelle les salaires suivent une croissance représentative [illegible] des niveaux de salaire considérés.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec, mai 1982

TABLEAU 4.5

DÉSAGRÉGATION DES AUGMENTATIONS SALARIALES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972/73 À 1981/82 SELON LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

CATÉGORIE D'EMPLOYÉS: Personnel de bureau

Années de conventions	Éléments de croissance	Fonction publique		Éducation		Affaires sociales		Les 3 secteurs		Taux général d'augmentation
		Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	
		%	%	%	%	%	%	%	%	%
1972-73		7,1	-	7,1	-	7,1	-	7,1	-	7,1
1973-74		12,6	-	12,6	-	12,6	-	12,6	-	12,6
1974-75		17,5	+2,5	17,3	+2,3	17,3	+2,3	17,4	+2,4	15,0
	. Restructuration		-		-		2,2		0,5	
	. Compression des échelles		-		-		0,1		N.S.	
	. Raisons diverses		2,5		2,3		-		1,9	
1975-76		13,5	+5,1	17,8	+9,0	15,3	+6,7	15,1	+6,6	8,0
	. Compression des échelles		2,5		7,0		4,6		4,3	
	. Restructuration		1,1		0,6		1,2		1,0	
	. Harmonisation		1,5		1,4		0,3		1,1	
	. Harmonisation et parité de traitement		-		-		0,6		0,2	
	. Facteur multiplicateur		0,4		0,7		0,5		0,5	
	(Forfaitaire)(1)	(0,2)		-		(0,1)		(0,1)		
1976-77		8,0	-	8,0	-	8,0	-	8,0	-	8,0
1977-78		8,0	-	8,0	-	8,0	-	8,0	-	8,0
1978-79		14,8	+3,8	11,0	-	11,0	-	12,7	+1,7	11,0
	. Compression des échelles		1,0						0,3	
	. Harmonisation		2,8						1,4	

1- En proportion de la masse salariale 1975-76

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec, mai 1982.

TABLEAU 4.5(suite)

DÉSAGRÉGATION DES AUGMENTATIONS SALARIALES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972/73 À 1981/82 SELON LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

CATÉGORIE D'EMPLOYÉS: Personnel de bureau

Années de conventions	Éléments de croissance	Fonction publique		Éducation		Affaires sociales		Les 3 secteurs		Taux général d'augmentation
		Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	
		%	%	%	%	%	%	%	%	%
1979-80(1)		9,7	+0,9	10,1	+1,3	10,3	+1,5	10,0	+1,2	8,8
1980-81(1)		10,0	+0,9	10,0	+0,9	10,3	+1,2	10,1	+1,0	9,1
1981-82		14,0	-	14,0	-	14,0	-	14,0	-	14,0

1- Période pendant laquelle les salaires suivent une croissance [illegible] des niveaux de salaire considérés.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec, mai 1982.

TABLEAU 4.6

RÉPARTITION DES AUGMENTATIONS SALARIALES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972/73 À 1981/82 SELON LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

CATÉGORIE D'EMPLOYÉS: Auxiliaires infirmiers et infirmières

Années de conventions	Éléments de croissance	Fonction publique		Éducation		Affaires sociales		Les 3 secteurs		Taux général d'augmentation
		Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	
		%	%	%	%	%	%	%	%	%
1972-73						7,6	+0,5			7,1
	. Compression des échelles						0,5			
1973-74						12,6	-			12,6
1974-75						15,4	+0,4			15,8
	. Compression des échelles						0,4			
1975-76						17,2	+8,6			8,0
	. Compression des échelles						5,3			
	. Harmonisation						N.S.			
	. Restructuration						0,6			
	. Harmonisation et fusion de corps						2,7			
	. Facteur multiplicateur						0,7			
1976-77						8,0	-			8,0
1977-78						8,0	-			8,0
1978-79						11,0	-			11,0
1979-80(1)						9,8	+1,0			9,1
1980-81(1)						10,2	+1,1			14,0
1981-82						14,0	-			

N.S.: Valeur non significative.

1- Période pendant laquelle les salaires suivent une croissance exponentielle dépendamment des niveaux de salaire considérés.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec, mai 1982.

TABLEAU 4.7

DÉSAGRÉGATION DES AUGMENTATIONS SALARIALES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972/73 À 1981/82 SELON LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

CATÉGORIE D'EMPLOYÉS: Assistants techniciens

Années de conventions	Éléments de croissance	Fonction publique		Éducation		Affaires sociales		Les 3 secteurs		Taux général d'augmentation
		Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	
		%	%	%	%	%	%	%	%	%
1972-73						7,7	+0,6			7,1
	. Compression des échelles						0,6			
1973-74						12,6	-			12,6
1974-75						15,6	+0,6			15,0
	. Compression des échelles						0,6			
1975-76						12,8	+4,5			8,0
	. Compression des échelles						0,1			
	. Harmonisation						1,5			
	. Fusion et harmonisation						2,5			
	. Restructuration						0,4			
	. Facteur multiplicateur (Forfaitaire)(1)						0,4			
1976-77						(0,1)				8,0
1977-78						8,0	-			8,0
1978-79						8,0	-			11,0
1979-80(2)						11,0	-			8,8
1980-81(2)						10,3	+1,5			9,1
1981-82						10,5	+1,4			14,0
						14,0	-			

1- En proportion de la masse salariale 1975-76.

2- Période pendant laquelle les salaires suivent une croissance exponentielle dépendamment des niveaux de salaire considérés.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec, mai 1982.

TABLEAU 4.8

DÉSAGRÉGATION DES AUGMENTATIONS SALARIALES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972/73 À 1981/82 SELON LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

CATÉGORIE D'EMPLOYÉS: Techniciens (médicaux + autres)

Années de conventions	Éléments de croissance	Fonction publique		Éducation		Affaires sociales		Les 3 secteurs		Taux général d'augmentation
		Croissance salariale	Bonification	Croissance saleriale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	
		%	%	%	%	%	%	%	%	%
1972-73						7,1	-			7,1
1973-74						12,6	-			12,6
1974-75						15,0	-			15,0
1975-76						16,4	+7,8			8,0
	. Compression des échelles						0,4			
	. Restructuration						7,4			
	. Facteur multiplicateur						0,6			
1976-77						8,0	-			8,0
1977-78						8,0	-			8,0
1978-79						12,6	+1,6			11,0
1979-80(1)						9,4	+0,6			8,8
1980-81(1)						9,5	+0,4			9,1
1981-82						14,0	-			14,0

1- Période pendant laquelle les salaires suivent une croissance exponentielle dépendamment des niveaux de salaires considérés.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec, mai 1982.

TABLEAU 4.9

DÉSAGRÉGATION DES AUGMENTATIONS SALARIALES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972/73 À 1981/82 SELON LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

CATÉGORIE D'EMPLOYÉS: Ouvriers

Années de conventions	Éléments de croissance	Fonction publique		Éducation		Affaires sociales		Les 3 secteurs		Taux général d'augmentation
		Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	
		%	%	%	%	%	%	%	%	%
1972-73		7,1	-	7,8	+0,7	9,3	+2,2	8,6	+1,5	7,1
	. Compression des échelles		-		0,7		2,2		1,5	
1973-74		12,6	-	12,6	-	12,6	-	12,6	-	12,6
1974-75		15,1	+0,1	16,0	+1,0	19,1	+6,1	18,0	+3,0	15,0
	. Compression des échelles		0,1		1,0		6,1		3,0	
1975-76		19,1	+10,3	18,7	+0,7	18,7	+10,0	18,7	+10,0	8,0
	. Engagement avec les journaliers		2,5		-		-		0,6	
	. Rattrapage		2,8		-		-		0,3	
	. Harmonisation		1,7		0,2		0,2		0,1	
	. Autres raisons		0,1		1,5		0,0		1,2	
	. Facteur multiplicateur		0,8		1,0		0,0		0,0	
1976-77		0,0	-	0,0	-	0,0	-	0,0	-	0,0
1977-78		0,0	-	0,0	-	0,0	-	0,0	-	0,0
1978-79		11,0	-	11,0	-	11,0	-	11,0	-	11,0

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec, mai 1981.

TABLEAU 4.9(suite)

DÉSAGRÉGATION DES AUGMENTATIONS SALARIALES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972/73 À 1981/82 SELON LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE CROISSANCE

CATÉGORIE D'EMPLOYÉS: Ouvriers

Années de conventions	Éléments de croissance	Fonction publique		Éducation		Affaires sociales		Les 3 secteurs		Taux général d'augmentation
		Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	Croissance salariale	Bonification	
		%	%	%	%	%	%	%	%	%
1979-80[1]		10,5	+1,7	9,6	+0,8	9,9	+1,1	10,0	+1,2	8,8
1980-81[1]		9,3	+0,2	9,7	+0,6	10,6	+1,5	10,1	+1,0	9,1
1981-82		14,0	(2)	14,0	(2)	17,7	+3,7	16,1	+2,1	14,0
	. Changement des heures de travail		(3,2)		(3,2)		-		(1,6)	
	. Harmonisation		-		-		3,2		1,8	
	. Facteur multiplicateur		-		-		0,5		0,3	

1- Période pendant laquelle les salaires suivent une croissance exponentielle indépendamment des niveaux de salaire considérés.
2- Les changements d'heures ne sont pas considérés comme un avantage de l'emploi.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec, mai 1982.

TABLEAU 5

ACTUALISATION DU COÛT* DES CORRECTIFS SALARIAUX APPORTÉS AUX ÉCHELLES SALARIALES DES EMPLOYÉS DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972-73 À 1981-82

PAR CATÉGORIE D'EMPLOYÉS

CATÉGORIE D'EMPLOYÉS	BONIFICATION		STABILISATION**		RÉSULTAT NET	
	Taux* (%)	Coût (M$)	Taux* (%)	Coût (M$)	Taux* (%)	Coût (M$)
PROFESSIONNELS (FP-ED-AS)	4,1	31,8	-3,3	-26,0	0,7	5,8
ENSEIGNANTS (ED)	14,0	316,3	-2,0	-45,6	12,0	270,7
INFIRMIERS(IÈRES) (AS)	27,6	163,2	-	-	27,6	163,2
TECHNICIENS (FP-ED)	8,0	26,9	0,2	0,7	8,2	27,6
BUREAU (FP-ED-AS)	20,2	179,1	2,6	23,2	22,9	202,3
PARA-MÉDICAL (AS)	17,4	111,1	2,5	16,0	19,9	127,1
TECHN. MÉDICAUX + AUTRES (AS)	17,3	59,9	1,2	3,9	18,5	59,8
OUVRIERS (FP-ED-AS)	31,6	247,7	2,7	21,2	34,3	268,9
ENSEMBLE DES 3 SECTEURS	17,2	1 132,1	-0,1	-6,6	17,1	1 125,5

* Selon la masse salariale moyenne par an dans l'ensemble des employés syndiqués et syndicables (1982-04-26). On a dû exclure la catégorie "agents de la paix" et la catégorie "17" assimilée chez les techniciens et agents de bureau de la fonction publique pour des raisons administratives.

** Pour les périodes 1979-80 et 1980-81 pendant lesquelles les augmentations salariales ont été soumises à une stabilisation rapprochée.

Notes: Les totaux ne correspondent pas à la sommation des catégories pour des raisons d'arrondissement.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec.
Mai 1982

TABLEAU 6

ACTUALISATION DU COÛT* DES CORRECTIFS SALARIAUX APPORTÉS AUX ÉCHELLES SALARIALES DES EMPLOYÉS DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC DE 1972-73 À 1981-82

PAR SECTEUR ET CATÉGORIE D'EMPLOYÉS

SECTEUR ET CATÉGORIE	BONIFICATION		STABILISATION**		RESULTAT NET	
	Taux* (%)	Coût (M$)	Taux* (%)	Coût (M$)	Taux* (%)	Coût (M$)
FONCTION PUBLIQUE	**12,9**	**160,3**	**-0,2**	**-2,6**	**12,7**	**157,7**
- Professionnels	4,6	19,0	-3,7	-15,3	0,9	3,7
- Techniciens	8,2	20,0	-0,1	-0,3	8,1	19,7
- Bureau	21,2	84,3	2,1	8,6	23,3	92,9
- Ouvriers	20,1	37,1	2,4	4,4	22,5	41,5
EDUCATION	**14,3**	**413,7**	**-1,5**	**-43,6**	**12,8**	**370,1**
- Professionnels	6,1	11,5	-3,6	-6,8	2,5	4,7
- Enseignants	14,0	316,3	-2,0	-45,6	12,0	270,7
- Pers. technique	7,6	6,9	1,0	1,0	8,7	7,9
- Pers. administratif	22,2	43,0	2,7	5,1	24,9	48,1
- Ouvriers	22,6	35,8	1,7	2,7	24,3	38,5
AFFAIRES SOCIALES	**22,7**	**558,1**	**1,6**	**39,6**	**24,3**	**597,7**
- Professionnels	0,8	1,3	-2,3	-3,9	-1,5	-2,6
- Infirmiers(ières)	27,6	163,2	-	-	27,6	163,2
- Bureau	17,8	51,8	3,2	9,5	21,0	61,3
- Aux. infirmiers (ières)	18,8	97,2	2,3	11,8	21,1	109,0
- Asst. techniciens	11,6	13,9	3,5	4,2	15,0	18,1
- Tech. med.+ autres	17,3	55,9	1,2	3,9	18,5	59,8
- Ouvriers	39,6	174,8	3,2	14,1	42,8	188,9
ENSEMBLE DES 3 SECTEURS	**17,2**	**1 132,1**	**-0,1**	**-6,6**	**17,1**	**1 125,5**

---

* Selon la masse salariale estimée par le SCRR pour l'ensemble des employés syndiqués et syndicables (1982-04-26). On a dû exclure la catégorie "agents de la paix" et la catégorie "17" assimilés chez les techniciens et agents de bureau de la fonction publique pour des raisons administratives.

** Vise les périodes 1979-80 et 1980-81 pendant lesquelles les augmentations salariales ont été soumises à une variation exponentielle.

Note: Les totaux ne correspondent pas à la sommation des catégories pour des raisons d'arrondissement.

Bureau de recherche sur la rémunération, Conseil du trésor, Québec.
Mai 1982

TABLEAU 7

ACTUALISATION DU COÛT DES CONVENTIONS SALARIALES SELON LA NOMENCLATURE DE L'INSEE-C
PAR CATEGORIE D'EMPLOYES ET PAR SECTEUR

Catégorie/secteur	Réaménagement structurel des grilles		Harmonisation		Parité salariale avec l'extérieur		Stabilisation		Autres correctifs		Ensemble des correctifs	
	(%)	(MF)	(%)	(MF)	(%)	(MF)	(%)	(MF)	(%)	(MF)	(%)	(MF)
PROFESSIONNELS	3,3	25,8	0,8	6,0			-3,3	-26,0			0,2	3,8
FP	4,4	10,2	0,2	0,8			-3,7	-11,1			0,9	3,7
ED	3,5	6,6	2,6	4,9			-1,6	-6,8			2,5	4,7
AS	0,6	1,0	0,2	0,3			-2,3	-3,9			-1,5	-2,5
CADRES (ED)	10,6	234,4	-	-	30,2	199,6	-2,0	-45,6	3,6	61,9	12,0	270,7
INGENIEURS (EDAS)	7,4	43,6	-	-			0,0	0,0			27,8	163,2
TECHNICIENS	3,3	17,3	2,9	9,8			0,2	0,7			6,2	27,6
	5,7	11,0	2,5	6,2			-0,1	-0,5			6,1	19,7	
											6,7	7,0
EMPLOYES	14,6	136,7	2,3	22,2			1,0	1,0			22,9	282,9
FP	11,0	51,6	3,0	11,9			2,6	23,2	3,6	33,2	21,1	92,9
ED	14,7	29,4	1,7	3,2			2,1	8,6	5,2	20,8	24,9	68,1
AS	16,0	40,7	1,8	3,3			2,7	5,1	4,0	9,4	23,0	61,7
							1,2	0,5			19,9	127,1
PARA-MEDICAL (AS)	19,2	34,8	5,3	10,3			2,5	10,0			21,1	109,0
-aux. puéricultrices	13,6	30,3	5,2	20,9			2,5	11,0			11,0	10,1
-aux. techniciens	3,1	4,5	7,8	9,4			1,5	4,2			18,5	59,8
							1,2	3,9	2,2	7,1	34,3	368,9
MED. MEDICAUX (AS)	15,1	68,8	-	-			2,2	21,2	1,5	12,0	22,5	61,1
OUVRIERS	10,1	85,7	10,9	142,9	0,9	3,3	2,5	4,5	0,4	0,6	24,1	58,5
FP	5,1	2,0	11,0	23,6	1,0	7,1	1,3	2,7	2,9	4,5	42,0	180,9
ED	6,1	6,4	15,7	24,9			1,2	14,1	1,6	7,1		
AS	10,1	72,3	21,6	93,4								
ENSEMBLE*	9,1	410,0	3,6	222,2	1,9	128,7	-0,1	-6,0	2,0	111,2	17,1	1 025,3
FP	6,1	85,6	3,7	46,5	0,8	7,1	-0,2	-2,6	1,7	21,1	12,7	153,7
ED	9,1	279,1	3,3	38,7			-1,3	-43,6	3,3	93,9	12,8	330,1
AS	11,1	267,3	3,6	132,1	4,8	117,6	1,6	39,6	0,6	16,1	24,3	597,3

FP : secteur de la fonction publique, ED : secteur de l'éducation, AS : secteur des affaires sociales
* Les totaux ne correspondent pas à la sommation des catégories pour des raisons d'arrondissement.

Bureau de recherche sur la coordination, Conseil du travail, Québec.
Mai 1982